



CONGRES DU MOUVEMENT DEMOCRATE PARIS 2017

Contribution du groupe de travail : Europe, relations internationales, défense

Coordinateurs : Sylvain Waserman, Thomas Rémond, Christophe Grudler, Danièle Noël, Rebecca Breitman, Nathalie Griesbeck, Alexandra Leuliette

Participants : Bruno Fuchs, Brahim Hammouche, Laurent Croizier, Franck Noel, Antony Banasiak, Xavier Cochet, Elisabeth Kleckner, Brahim Hammouche, Jean-Claude Durupt, François Mercier, Nicolas Vignos, Guy Salomon, Michel Verpeaux, François Deseille, Vincent Chauvet, Jean-Marie Romani, Pascal Henriat, Jean-Marie Beaupuy

Résumé :

Le Modem est identifié pour son attachement à la construction européenne, qu'il a toujours exprimé avec clarté et détermination. Aujourd'hui plus que jamais cet enjeu est essentiel, et le Modem peut et doit y jouer pleinement son rôle ; il peut s'imposer comme le mouvement qui a compris que ce projet de reconstruction doit placer le citoyen au coeur du modèle européen.

La vision exprimée par François Bayrou est plus que jamais d'actualité, et se renforce avec cette idée d'un ancrage des citoyens au coeur de l'Europe. Que ce soit dans la relance du projet européen ou en matière de défense, notre réussite collective nécessite qu'une orientation volontariste et claire s'exprime pour une Europe Citoyenne. Par les propositions des évolutions de gouvernance, par des initiatives des parlementaires sur la relance du réseau diplomatique, par des propositions concrètes, le Modem sera au rendez-vous de cet enjeu démocratique majeur.

Le Mouvement Démocrate milite en faveur de l'établissement d'une société de liberté, de responsabilité et de justice, orientée vers l'épanouissement intellectuel et moral de la personne humaine et des communautés dans lesquelles celle-ci s'enracine. Cet objectif fondamental se retrouve dans chacune des prises de position et des réflexions que ce soit au niveau local, national, européen ou international.

Dans un contexte politique troublé par les replis identitaires, déstabilisé par les crises économiques et atteint par le terrorisme, il est, plus que jamais, de notre devoir de renforcer les liens entre les citoyens et les institutions, entre les acteurs de la société civile et les politiques publiques. Il faut regagner la confiance pour pouvoir être capable de transformer nos sociétés. C'est à cette seule condition, que nous participerons pleinement au renforcement politique et économique de l'Union européenne. Nous occuperons ainsi une place particulière au niveau international.

C'est dire que la France, pays des Lumières et des Droits de l'Homme, doit être moteur au sein de l'Union européenne pour que celle-ci soit toujours plus citoyenne, active et solidaire. Nous défendons avec force l'idée que la relance de la construction européenne n'est selon nous pas seulement une nécessité mais aussi un devoir. Car c'est au coeur d'une Europe forte et unie, que nous trouverons une place à la hauteur de nos ambitions sur la scène internationale.



I. La relance d'un véritable projet européen ne réussira qu'en repensant la place du citoyen au coeur de cette démarche.

Le MoDem, qui est historiquement un mouvement profondément moteur dans la construction européenne, doit maintenant devenir le mouvement qui défend la place des citoyens au coeur des nouveaux modèles européens.

Dans cet esprit, nous devons affirmer le rôle déterminant du Parlement européen face à l'administration de la Commission et des co-décisions des Conseils des ministres. Strasbourg incarne parfaitement la défense du citoyen européen avec le siège du Parlement bien sûr, mais aussi du Conseil de l'Europe, de la Cour européenne des droits de l'Homme (dernier recours d'un citoyen contre son État), de l'Eurocorp ou encore de l'Institut européen de la Jeunesse. La défense du citoyen passe par la défense inconditionnelle des valeurs des droits humains et européens.

C'est donc bien en France et dans le Grand Est, à Strasbourg, que ce message sur le citoyen européen peut prendre tout son sens.

Le MoDem réaffirme ainsi son attachement à ces valeurs humanistes et européennes.

1. Le programme de François Bayrou a parfaitement porté ces valeurs en faveur d'une Europe accessible, compréhensible, mobilisatrice de nos énergies nationales et reconnue comme une zone de solidarité, notamment au travers des actes suivants:

- Elire un président de l'Union européenne au suffrage universel qui incarne, face aux intérêts nationaux, l'intérêt supérieur de l'Union. Il coordonnera le Conseil et aura autorité sur la Commission. S'il est besoin d'une transition, il peut être élu par un Congrès des parlements de l'Europe représentant à parts égales les parlements nationaux et le parlement européen.
- Faire respecter le pluralisme au sein de l'Europe et l'égalité de tous. Défendre et remettre en vigueur la méthode communautaire, comme une coopérative où l'on fait les choses ensemble, avec une Commission de plein exercice en charge de la défense de l'intérêt général européen.
- Il faut que le Parlement européen fasse une large publicité de l'agenda des débats, et cela avec un délai préalable conséquent.
- Reconnaître la zone Euro comme une zone de solidarité et permettre à la Banque centrale européenne (BCE) d'intervenir, directement ou par un organisme interposé, pour le refinancement de la dette publique des Etats membres avec les engagements d'usage du rétablissement de leurs finances respectives.

C'est dans cet esprit que le Mouvement Démocrate mène ses réflexions. **L'avenir de l'Europe ne peut se faire que grâce à une politique de projets communs audacieux et partagés.** Notamment à travers le fait de relancer le sentiment d'appartenance à l'Europe, de donner l'envie d'une citoyenneté européenne non pas unique mais plurielle. Il est nécessaire de réaffirmer la défense du bien commun européen. L'Europe doit démontrer qu'il est de son devoir de ne jamais céder sur la défense des droits de l'homme et le droit international. Cette position doit également être réaffirmée sans œillère dans la stratégie européenne de sécurité.



L'un des leviers pour relancer l'Union Européenne est la jeunesse. Les nouvelles générations, -Schengen et Erasmus-, sont intrinsèquement réceptives aux messages européens, car elle sont nées et ont grandi avec les acquis de l'Europe.

Si parfois la critique d'une Europe trop technocratique et déconnectée raisonne, l'Europe existe. Les territoires transfrontaliers en sont la parfaite illustration. Ils représentent 40 % du territoire de l'Union européenne. En effet, plus d'un Européen sur trois, vit dans un espace frontalier. Deux millions de travailleurs frontaliers dont plus de 20% vivent en France. Au niveau européen, les territoires transfrontaliers constituent un véritable laboratoire de la construction européenne, pourtant à l'échelle nationale ces espaces frontaliers sont encore peu considérés par les politiques publiques. **L'Europe doit aller vers plus d'intégration transfrontalière.**

Enfin, les questions environnementales sont devenues l'un des sujets les plus marquants de l'agenda politique. Les défis du changement climatique et ses conséquences sont considérables. Ils affectent d'une façon ou d'une autre, le « vivre ensemble », l'économie, notre vie et la sécurité.

L'Union européenne se doit de devenir le gardien des Accords de Paris concernant le changement climatique et faire de l'environnement une priorité.

2. L'Union européenne est aujourd'hui à un tournant de son Histoire, tout peut basculer et tout peut se réinventer. L'analyse de notre députée européenne Nathalie Griesbeck « vue de l'intérieur du Parlement européen », nous éclaire sur ce point.

L'Europe fait actuellement face à de nombreux défis, à la fois exogènes et endogènes, auxquels la France ne peut répondre seule. Cette situation critique à laquelle l'Union Européenne fait face actuellement est inédite par son ampleur et par la nature même des crises qui se superposent.

La cohésion de l'Union européenne est déstabilisée par une crise identitaire qui s'est notamment traduite dans les urnes lors notamment du Brexit, dont les négociations douloureuses fragilisent l'édifice européen. Mais aussi à travers de multiples élections nationales où les europhobes, les populistes et les nationalistes sont en embuscade.

Les Pays-Bas, l'Autriche et chez nous en France, la pression populiste et europhobe s'était faite pressante voire dangereuse. Cette situation devrait nous inciter à rebondir, à donner un nouvel élan à la relance du projet européen. Les élections françaises ont donné un signal politique fort. Nous sommes maintenant en attente du résultat des négociations pour un gouvernement de coalition en Allemagne, partenaire crucial et moteur de la re-fondation européenne que nous appelons de nos vœux.

La crise économique et financière a également contribué à la méfiance et au repli identitaire, mais l'économie européenne repart. Pour la première fois depuis la seconde guerre mondiale, il existe une situation nouvelle qui indique que les jeunes adultes d'aujourd'hui auraient une existence moins aisée que celle de leurs parents. Des doutes subsistent sur les capacités de l'Union Européenne à répondre aux attentes placées en elle de ne laisser personne de côté, d'améliorer le sort de chaque nouvelle génération par rapport à la précédente.

L'une des principales faiblesses de l'Union est le fait que certains Etats membres ont une propension à imputer les problèmes à «Bruxelles» tout en s'attribuant les mérites des succès. Si nous voulons que l'Union ait une chance de se développer nous devons assumer les décisions communes de manière pleine et entière.

L'année 2017 cristallise de tous ces défis, crises et dangers. Certains parlent d'année perdue, de l'« année de tous les dangers ». Sans aller jusque-là, nous venons effectivement de connaître une année charnière et révélatrice des défis et opportunités auxquels l'Union Européenne doit faire face.



En clair, nous n'avons jamais eu autant besoin d'Europe.

3. Le Président Macron a redonné un nouvel espoir à la construction européenne ; il redonne enfin toute sa place à la France et à sa diplomatie sur la scène internationale. Les députés MoDem de la commission Affaires étrangères relayés par la Présidente Marielle de Sarnez entament une démarche pluriannuelle pour redoter notre réseau diplomatique des moyens dont il a besoin pour jouer pleinement ce rôle. Il s'agit d'un plan baptisé du nom de code "Diplomatie 2020".

De nombreux témoignages montrent que notre réseau diplomatique est aujourd'hui sur une pente douce, diminuant ses moyens depuis des décennies jusqu'à atteindre une limite qui ne permet plus à la France de jouer pleinement son rôle à l'international. Au moment même où la force d'Emmanuel Macron est de pouvoir mobiliser et créer de véritables dynamiques sur la scène internationale. En somme, la puissance et les moyens de notre réseau diplomatique sont d'autant plus essentiels aujourd'hui que la voix du Président incarne parfaitement ce rôle si particulier que peut et doit jouer notre pays aujourd'hui. Au proche-orient, en Afrique, avec les superpuissances américaines, russes et chinoises et sur des enjeux internationaux majeurs comme le climat ou la lutte contre le terrorisme : la France a une opportunité unique de mieux faire entendre sa voix qu'au cours des dernières décennies. Les parlementaires ont toute leur place dans cette réflexion. Le groupe Modem et apparentés, fort de ses 47 députés jouera un rôle moteur en la matière.

II. Le renforcement de la place de la France sur la scène internationale et en matière de défense ne peut s'inscrire que dans une coopération européenne plus forte et plus solidaire

La France est aujourd'hui sous la pression d'un environnement *exogène* largement anxigène. La scène internationale est ébranlée par des conflits régionaux très complexes parfois meurtriers comme au Proche et Moyen Orient. Elle est déstabilisée par l'afflux massif de réfugiés dont la prise en charge n'est pas harmonisée, par ailleurs déséquilibrée par le retour d'un positionnement russe autoritaire auquel s'ajoute l'agressivité économique des Etats-Unis et de la Chine, enfin l'Union européenne est perturbée par le dérèglement climatique, etc.

Le manque de réforme structurelle de la France mais aussi de l'Union européenne a contribué au manque de réactivité collective et à l'incapacité parfois récurrente de répondre de manière pragmatique à ces crises humaines, économiques et politiques.

Aujourd'hui, les conditions d'une relance politique et économique française et européenne semblent réunies. Pour qu'enfin, la France comme l'Union européenne puissent répondre efficacement aux difficultés internationale, l'action extérieure de la France doit s'articuler autour de deux principes en apparence contradictoires mais en réalité complémentaires, et qui constituent ses fondamentaux historiques :

- L'**autonomie stratégique de l'Etat**, garante de sa capacité d'influence,
- Son inscription dans **une Union européenne renouée et dotée d'une véritable capacité stratégique**, seule échelle raisonnable de réponse efficace aux défis de notre temps.

De ce cadre découlent trois impératifs politiques :

1. Doter la défense et l'action extérieure de l'Etat français des moyens nécessaires au maintien d'une réelle autonomie stratégique,
2. Porter une voix singulière et des propositions audacieuses
3. Convaincre nos partenaires européens pour que s'affirme une politique étrangère et de défense commune nécessaire à la résolution des défis susmentionnés.



1. Pour une politique de défense commune et une place sur la scène internationale, la France et l'Union européenne doivent se réformer de manière collective et audacieuse.

Sur le plan institutionnel, la France doit prendre des décisions fermes et fortes pour devenir un acteur dans le domaine de la défense et de la diplomatie toujours plus incontournable et efficace. Pour cela, le Mouvement démocrate propose notamment :

- De créer, auprès du Président de la République, un Conseil de sécurité nationale, réunissant les ministres régaliens, des conseillers et les responsables des services de renseignement, et s'appuyant sur les analyses produites par l'administration, la recherche académique et les think tanks.
- D'engager une nouvelle pratique diplomatique qui rompe avec l'opacité des réseaux parallèles et qui se fonde sur une nouvelle légitimité en renforçant le contrôle du Parlement.

Sur le plan politique, il nous semble essentiel que chaque action extérieure soit systématiquement accompagnée d'une initiative collective en faveur des valeurs de paix et de tolérance tels que :

- Accompagner chaque opération militaire extérieure française d'une véritable action politique, diplomatique et de développement. Y associer, autant que possible, nos partenaires européens et internationaux.
- Mieux valoriser, dans le discours politique, les initiatives de paix menées notamment par la société civile et réfléchir à leur transposition dans les politiques publiques.
- Maintenir des liens étroits et permanents avec les sociétés civiles étrangères, en mettant à profit et en renforçant le vaste réseau diplomatique, éducatif, linguistique, académique, économique et social que la France a tissé à l'étranger.
- S'engager plus fortement dans le mouvement international en faveur du désarmement nucléaire.
- Proposer d'instituer un « crime contre la paix et la sécurité internationale » sanctionné par la Cour Pénale Internationale englobant notamment les actes de prolifération, de terrorisme et de piraterie.
- Initier un travail d'audit et de sondage qui doit être conduit au niveau européen, soutenu par la France, pour recenser les fondations culturelles que les populations des 27 états membres affirment partager. Cela permettrait de définir les contours d'une culture européenne à promouvoir - par la suite - de manière active auprès des populations, afin de renforcer l'unité de l'UE face aux menaces extérieures, puis en soutien d'actions extérieures, et enfin comme base de politiques sociales communes. Il s'agit bien d'un enjeu de politique étrangère, car ce travail permettrait de faciliter des prises d'initiatives communes, efficaces, en réponse aux changements venant de l'extérieur de l'UE. Cela permettrait aussi de confirmer le rôle de nouveau moteur politique (comparativement au moteur économique qu'est l'Allemagne) européen de la France.

Enfin, il n'existe pas de politique de défense commune sans la mise en place d'une gouvernance concertée et ambitieuse :

- Promouvoir et investir toutes les plateformes multilatérales dédiées à la paix, au développement, à la protection de l'environnement, au commerce, etc.
- Proposer le renforcement de la voix des pays en voie de développement dans la gouvernance mondiale en élargissant le Conseil de Sécurité des Nations Unies et en poursuivant la réforme des droits de vote au FMI et à la Banque Mondiale.

2. Le renforcement des relations internationales ne peut se faire que lorsque l'Union européenne aura une réelle stratégie concernant les accords commerciaux et les politiques économiques avec les pays hors de l'Union européenne dans le respect des enjeux environnementaux.

La France a joué un rôle clef en matière de politique environnementale européenne. Cet engagement doit se poursuivre, c'est pourquoi il nous semble essentiel de :

- Considérer, dans le discours politique, l'impératif climatique comme le défi politique le plus urgent.



- Assurer, a minima, la mise en oeuvre de l'Accord de Paris.
- Promouvoir l'idée d'un traité européen sur l'environnement, adopté par référendum afin d'engager un vaste débat public sur le sujet.
- Engager, en France et, après un effort de conviction, en Europe, un plan d'investissement massif en faveur de cette transition.

Concernant plus particulièrement les relations économiques et commerciales, il nous semble essentiel de faire respecter systématiquement les exigences sociales, sanitaires et environnementales, véritables enjeux tant au niveau européen qu'international. C'est pourquoi nous proposons de :

- Promouvoir les relations économiques mondiales sur le fondement de deux principes : le nécessaire équilibre Nord-Sud et la recherche d'une véritable réciprocité.
- Intégrer des clauses sociales, sanitaires et environnementales à tous les accords commerciaux négociés par l'Union européenne.
- Proposer une profonde réforme de l'Organisation Mondiale du Commerce pour intégrer ces exigences sociales, sanitaires et environnementales.
- Se doter de dispositifs forts de protection commerciale, en France et au niveau européen, afin de contrer l'agressivité américaine et chinoise en la matière et mieux contrôler les flux entrants dans le marché unique européen.
- Inscrire dans un accord multilatéral de coopération contre l'évasion fiscale et le blanchiment les principes du G20 et du G8 en la matière.

Enfin, les relations internationales ne peuvent être sereines si la France comme l'Union européenne ne respectent pas leurs engagements en matière d'aide au développement, il nous faut :

- Adopter une trajectoire budgétaire permettant de respecter, dans les meilleurs délais, l'engagement qui a été pris par la France envers la communauté internationale, de consacrer à l'aide publique au développement 0,7 % de son RNB.
- Imaginer, à cette fin, des sources de financement innovantes, y compris fiscales, de l'aide publique au développement. Emmanuel Macron s'est engagé à porter l'aide publique au développement à 0,55% du PIB en 2022, il faudra y veiller.
- Mieux articuler l'action des acteurs publics, associatifs et privés engagés en faveur du développement des pays du Sud.

3. Il est vital que l'Union européenne joue pleinement son rôle de grande puissance sur la scène internationale. Pour cela, chaque Etat membre doit s'inscrire dans une seule et même ambition : faire de l'Union européenne un acteur clef de la diplomatie, de la médiation et de l'action internationale.

La Russie, l'Asie et les Etats-Unis sont en plein essor et occupent une place sur la scène internationale primordiale. Il est essentiel que l'Union européenne renforce la sienne en tant qu'acteur unique et fort, car elle seule peut accomplir ce qu'aucun Etat membre seul ne peut faire, tel que :

- Maintenir, avec la Russie, une relation permanente mais exigeante qui n'exclut pas le rapport de force.
- S'impliquer davantage dans les enjeux de la région Asie-Pacifique, nouveau centre de gravité de la géostratégie mondiale.

Il en est de même concernant le phénomène migratoire qui touche l'Union européenne. La France doit jouer un rôle moteur en ouvrant un débat public approfondi sur l'immigration, et porter, dans ce débat, une vision pragmatique, analysant finement le phénomène. Elle doit aussi être humaniste, en plaçant toujours la dignité de la personne humaine au centre des prises de décisions.

A l'échelle européenne également nous devons :

- Promouvoir une harmonisation a minima européenne du droit des étrangers et du droit d'asile.



- Prendre un ensemble de mesures politiques et techniques visant à accompagner le phénomène migratoire, qui demeurera dans le temps compte tenu notamment des considérations démographiques et environnementales.
- Réaliser systématiquement une étude de l'impact humanitaire des politiques de retour et d'externalisation engagées, et prendre les mesures visant à réduire cet impact.

Enfin, concernant les relations avec le Proche et le Moyen Orient, l'Union européenne doit adopter des prises de positions fermes tels que :

- Au Moyen-Orient, adopter une posture diplomatique d'équilibre entre les deux puissances régionales que sont l'Arabie saoudite et l'Iran.
- Convaincre les Etats pluriethniques et pluriconfessionnels en crise (Irak, Syrie, etc.) d'adopter une feuille de route favorisant l'intégration politique et sociale de leurs minorités.
- Porter une initiative forte en vue de la résolution du conflit israélo-palestinien, incluant d'une part une condamnation de la colonisation israélienne, et d'autre part des propositions innovantes prenant en compte l'évolution considérable de la réalité locale.

Ainsi, la situation internationale exige que nous conservions des moyens d'influence, de présence et d'action efficaces et pertinents. Notre diplomatie c'est bien sûr la défense de nos intérêts dans le monde mais c'est aussi la défense d'une vision singulière, non seulement de politique étrangère mais aussi culturelle, à l'échelle européenne. Il convient de proposer une sorte de "Manifest Destiny" de l'Union (ou - à minima - d'exceptionnalisme européen), dont la France doit être la principale instigatrice. Cette dernière serait la base d'action d'une armée européenne et de la diplomatie de l'Union, et pourrait aussi être la clé de voûte d'une politique d'immigration commune, voire même - à terme - le fondement culturel d'une politique sociale et d'harmonisation fiscale de l'Union européenne. De fait, l'affirmation d'un peuple européen, au delà de la simple citoyenneté européenne, serait aussi une condition importante de l'affaiblissement des mouvements nationalistes observés au sein même de l'Union.

CONCLUSION

La place et la stratégie de la France en matière de relations internationales et de défense ne peuvent s'imaginer et se faire sans que elles ne soient fondamentalement ancrées dans la politique européenne. L'Union européenne est le moteur des 27 Etats membres qui la composent. Elle est la seule entité, la seule force qui permettra à la France et ses partenaires communautaires d'exister et de se développer sur la scène internationale.

Le rôle de la France est de permettre cet essor, ce rebond pour qu'enfin l'Union européenne soit à la hauteur des exigences des Etats et de leurs citoyens.

Le Mouvement Démocrate s'engage dans cette démarche pour que le rayonnement politique, culturel, économique et humaniste de l'Union européenne se développe et devienne une réalité internationale.